

Mission accomplie pour Jean-Marc Pican

« **JE PARS** sans regrets. En cinq ans, j'ai pu approfondir les dossiers et pousser les feux », estime Jean-Marc Pican, coordonnateur de la procédure Grand chantier autour de la construction du réacteur EPR de Flamanville. Un poste rare dans le corps préfectoral : il n'y a eu d'équivalent que pour le tunnel sous la Manche et la ligne ferroviaire Lyon-Turin.

Lorsqu'il était arrivé, Jean-Marc Pican avait un bagage assez traditionnel de sous-préfet. « Je pense que, dans un poste comme celui de coordonnateur de procédure Grand chantier, il faut un sens de la médiation pour faire émerger des solutions collectives. On est toujours meilleur à plusieurs et j'ai trouvé ici, entre les industriels, les collectivités territoriales et les intervenants sur l'emploi et la formation, des partenaires de très grande qualité et très mobilisés. »

1 400 personnes formées et recrutées

En 2016, sur le chantier de l'EPR, le génie civil se terminait, les montages électromécaniques commençaient. « Cela représentait au quotidien cinq mille personnes, hors EDF », rappelle Jean-Marc Pican.



➔ Jean-Marc Pican : « le Cotentin est un territoire d'avenir où j'ai pu voir les planètes s'aligner. »

Alors que la mise en route est prévue dans un an, deux mille prestataires sont encore présents.

« Le niveau de l'emploi local a toujours été maintenu à plus de 50 %. Il est même de 65 % aujourd'hui. » Une de ses missions, par le biais du dispositif EDEC, était justement de faciliter l'accès à un emploi sur le chantier pour des demandeurs d'emploi du territoire. « Entre la MEF, Pôle emploi et EDF, il y avait une équipe sur place. Et cela change tout. »

« 1 400 personnes ont été for-

mées et recrutés. Et les trois quarts d'entre eux ont trouvé une solution de reconversion. Certains ont changé de métier sur le chantier lui-même, se sont reconvertis, ont créé une entreprise », observe-t-il. En ajoutant : « Le fait d'avoir travaillé sur le chantier, avec les questions de discipline, d'autonomie et de sécurité, est un gage d'adaptabilité. »

Et l'accord de performance territoriale, lancé en 2018 et prolongé jusqu'à fin 2022 pour amortir les conséquences de la fin du chantier, est sur les

mêmes bases. « L'objectif était de créer ou préserver 200 emplois. Nous serons à 400 l'an prochain. »

« J'étais l'intermédiaire entre les industriels et l'environnement institutionnel et administratif, soit une quarantaine d'acteurs avec des rôles et des besoins différents. Il s'agissait de mettre de l'huile dans les rouages, être un facilitateur, un arbitre aussi », commente Jean-Marc Pican.

« Tout le monde a joué le jeu et les clauses sociales sur l'ensemble de la durée du chantier

ont été, à mon sens, un élément de régulation », estime-t-il. L'autre grand volet de son action a porté sur les infrastructures financées grâce à EDF, l'État et les collectivités territoriales.

123 millions d'euros investis

« Cinquante-huit chantiers ont été programmés en 2008, représentant 123 millions d'euros. » Parmi les dossiers, citons le pôle de santé des Pieux, l'aménagement du port de Dielette, sa salle culturelle des Pieux, des voiries et des zones d'activité.

« Je veux souligner que ces choix ont été pertinents dans la durée, l'anticipation des besoins confortée pour améliorer les infrastructures et l'accueil des nouveaux salariés. Ce sont là des enjeux d'aménagement du territoire », observe-t-il.

Mission terminée, Jean-Marc Pican part en retraite, confiant « une découverte très heureuse du Cotentin. C'est un territoire d'avenir où j'ai pu voir les planètes s'aligner. »

Jean LAVALLEY